

Extrait du Démocratie & Socialisme

<http://www.democratie-socialisme.fr>

Éléments de réflexion marxiste, suite aux journées d'étude de « l'Offensive socialiste » de juillet 2007

- Offensive socialiste -

Date de mise en ligne : mardi 16 octobre 2007

Démocratie & Socialisme

Le premier temps de nos journées d'étude était consacré à une réflexion d'ensemble concernant la question du clivage gauche-droite et celle du front unique des organisations représentant le salariat. Il a été noté l'insistance avec laquelle les médias avaient fait du duel du second tour des élections présidentielles un conflit de « valeurs » entre la droite et la gauche. Pourtant, la gauche clive avec la droite, non par le biais de valeurs abstraites et floues (regardez ce que l'on a pu dire de la valeur « travail » !), mais à travers des idées et, surtout, d'une pensée qui les unifierait. Face à un monde de plus en plus complexifié, pour agir politiquement, il faut une pensée globale. Non une pensée magique ou dogmatique, épuisant le réel, mais une véritable théorie rationnelle cherchant à englober le maximum de phénomènes, tout en se sachant objet de révisions et d'évolutions permanentes. A notre sens, cette théorie explicative d'ensemble est et reste le marxisme, malgré les perversions dont il a été l'objet pendant tout le siècle qui vient de s'écouler.

En effet, la lutte des classes entre possédants et exploités n'a jamais été d'une telle évidence qu'aujourd'hui. Aux chantres de l'ordre établi, niant les antagonismes de classe, et aux hérauts du « socialisme du réel » insistant sur la fragmentation de la société, nous répondons que notre classe, le salariat, n'a jamais été aussi homogène qu'actuellement.

Le salariat, c'est-à-dire l'ensemble des travailleurs vendant leur force de travail -qu'elle soit intellectuelle ou manuelle- pour vivre, c'est plus de 90 % de la population active dans la France de 2007. Le salaire médian est actuellement de 1500 euros net et la grande majorité des salariés français gagne entre 1000 et 3000 euros par mois. Que ce ne soit pas la même chose de vivre avec 1000 et 3000 euros, c'est une évidence, mais il n'empêche que, malgré les sentiments subjectifs et individuels tels que le mépris du plus pauvre que soi ou au contraire la jalousie et l'envie, le smicard et le salarié aisé appartiennent objectivement à la même classe sociale. Le salariat -ou « classe ouvrière »- intègre donc, d'un côté les franges les plus exploitées et les plus précaires de la société, et de l'autre des couches sociales relativement favorisées, comme les cadres, qui ont les mêmes intérêts que le noyau dur de notre classe, les mêmes acquis à défendre, mais que l'on a souvent exclu de son sein, en raison de leur pouvoir d'achat ou de leurs réflexes électoraux.

Finalement, les seuls travailleurs n'appartenant pas au salariat sont, au niveau mondial, les quelques dizaines de milliers de travailleurs supérieurs de grandes entreprises, achetés à prix d'or par le Capital et profitant des petits privilèges que leur offre ce monde de non-droit qu'ils servent aveuglément. On peut aisément qualifier socialement cette mince couche de travailleurs, recevant une part de la plus-value extorquée par les capitalistes, en reprenant le terme marxiste « d'aristocratie ouvrière », d'aristocratie du salariat, corrompue par les véritables couches possédantes. Si on écarte cette fine strate sociale, le salariat n'a donc jamais constitué un bloc social aussi important et surtout aussi cohérent. Cependant, cette homogénéisation de la classe exploitée est masquée par la hiérarchisation et la concurrence entre salariés mises en place progressivement par la bourgeoisie et par les Etats à sa solde.

Salariés en activité, chômeurs, CDI, CDD, intérimaires, précaires, titulaires d'un concours, vacataires... : autant de stratifications qui dissimulent les intérêts communs de l'ensemble du salariat. L'unité de notre classe est donc un combat, une tâche d'organisation proprement révolutionnaire, contrairement à celles des capitalistes, solidarisés de fait par l'existence d'un taux de profit moyen et par leur intérêt à maintenir l'ordre établi. C'est ce que Marx voulait dire, dans son vocabulaire kantien, en distinguant la « classe en soi » de la « classe pour soi ».

La tâche de la gauche, c'est de faire advenir à partir du réel, à savoir du salariat atomisé par la bourgeoisie, une classe pour soi, consciente de ses intérêts communs et donc de son unité. Il est à remarquer que, historiquement, la gauche ne l'a emporté que lorsqu'elle représentait des intérêts sociaux globaux et portait les revendications

économiques et politiques du salariat dans son ensemble, comme en 1902, 1936, 1981 et 1997, dans le cas de la France. Bref, pour l'emporter, la gauche doit se situer dans son camp et faire valoir trois exigences décisives. Elle doit unifier le salariat, divisé politiquement par la droite (la France qui se lève tôt contre les fonctionnaires, la racaille, les fraudeurs, les assistés...). Elle doit mettre en exergue des choix politiques volontaristes et insister sur le fait que les inégalités sont le fruit d'un processus historique et non d'une prétendue naturalité de l'économie. Enfin, elle doit énumérer et organiser les besoins sociaux que la collectivité doit prendre à son compte (éducation, santé, eau, énergie et transports, retraites et fin de vie...).

Se pose alors une question décisive : le PS actuelle est-il de gauche ? Cette question trouve ses racines dans l'histoire d'un parti dont le réformisme affiché n'a débouché que rarement sur des avancées pour les travailleurs, mais surtout dans les dérives libérales du parti depuis 1983, c'est-à-dire depuis le choix de la soumission aux lois du marché et à l'Europe capitaliste. Sa pertinence a été accrue par la désignation de Ségolène Royal comme candidate socialiste en novembre 2006. Cependant, il semblerait que le parti n'ait pas davantage franchi la « frontière de classe », que la SFIO de 1914 votant les crédits de guerre et empêchant toute riposte ouvrière à la boucherie impérialiste, ou celle de 1956 qui était colonialiste et couvrait les tortures dans les djebels au nom de l'Algérie française...

Concrètement, si on se réfère aux critères classiques pour caractériser un parti tels que sa genèse historique, son organisation interne, son rapport aux mouvements syndicaux et sociaux et sa fonction générale dans la lutte des classes, il semble que, malgré sa direction, sa politique et son programme, le parti socialiste reste un parti de gauche, issu du mouvement ouvrier. On a en effet vu le parti socialiste être le réceptacle des mouvements sociaux d'ampleur de 1986 et 1995 aux élections suivantes de 1988 et de 1997, car, malgré son « projet », le parti était perçu par les salariés comme le seul à même de vaincre la droite et de mener une véritable politique de gauche.

De même, malgré les offensives internes de plus en plus fortes de la direction pour les liquider (« adhérents du projet » qui ne s'inscrivent pas dans le cadre des sections, refondation bonapartiste prônée par Ségo...), les statuts du PS, par le biais de l'existence d'une démocratie interne et par la reconnaissance des courants, font encore de lui un parti de gauche dans son organisation qui s'oppose à l'autoritarisme des partis strictement bourgeois ou bonapartistes. De même, ces statuts imposent à tout adhérent du PS de participer au combat syndical, et ce dans l'indépendance mutuelle des organisations politiques et syndicales. Malgré toutes les élucubrations de certains gauchistes, le PS reste, malgré et contre sa direction actuelle, un parti ouvrier qui appartient à la gauche, même si la ligne de fracture entre libéraux et socialistes tend de plus en plus à passer au sein même de notre organisation.

Il est donc du devoir de tous les militants conscients de la gauche du parti d'unifier la gauche, préalable à l'unification politique et économique de notre classe. Face aux sociaux-libéraux et aux éléments sectaires de l'extrême-gauche qui, pour défendre leurs intérêts bureaucratiques, affirment qu'il existe deux gauches (celle du réel et celles des doux rêveurs ou -version opposée mais finalement complémentaire- celle des traîtres et celles des purs révolutionnaires), il faut défendre le front unique des organisations ouvrières, seul à même de mobiliser la majorité du salariat et d'aboutir à une victoire. En cela, nous sommes fidèles à Marx et au Manifeste qui affirmait que les socialistes n'ont pas d'intérêt disjoint de ceux des travailleurs et qu'ils « représentent toujours les intérêts du mouvement dans sa totalité ».